2° CIRCONSCRIPTION DE L'ARDECHE ELECTIONS LEGISLATIVES DES 5 ET 12 JUIN 1988

DOMINIQUE CHAMBON

UN HOMME D'ENGAGEMENT

Avocat, marié et père de quatre enfants, son engagement au plan local est connu de tous :

- Conseiller Général depuis 1985
- Maire-Adjoint d'Annonay depuis 1983
- Président de la Comission "Bâtiments et Patrimoine"
- Président du District Urbain d'Annonay depuis 1986
- Président du Syndicat Mixte du Bassin d'Annonay
- Président de l'Association Barriste "Ardèche-Nord"



Ses diverses responsabilités lui permettent d'avoir une réelle connaissance des spécificités de notre département. A 31 ans, il a l'ambition de servir l'Ardèche dans la FRANCE de demain.

ANDRE AUBERT: SUPPLEANT

Marié, père de quatre enfants. Il est connu pour ses diverses fonctions au plan local. Homme de responsabilité et d'engagement, ses missions sont multiples :

- Responsable commercial à la SCAF de 1963 à 1985
- Responsable d'une coopérative de fruits et légumes pendant 3 ans
- Créateur de sa propre entreprise avec son fils le 15 mai 1988 Expédition et exportation en fruits et légumes
- Elu au Conseil Municipal de Tournon depuis 1971
- Adjoint aux sports à la suite de Léon SAUSSET en 1978
- Président de l'OMS de Tournon, puis Président Délégué
- Responsable du Jumelage, depuis sa signature en 1974, jusqu'en 1985.



DOMINIQUE CHAMBON, GRACE A VOUS, DEFENDRA LES INTERETS DE L'ARDECHE DANS UNE FRANCE EN PLEINE MUTATION.

DOMINIQUE CHAMBON, HOMME D'AVENIR PARTICIPERA GRACE A VOUS A LA CONSTRUCTION D'UNE FRANCE EUROPÉENNE

UN HOMME DE CONVICTIONS

DEMOCRATE

Mes valeurs politiques sont celles de Raymond BARRE. Le renforcement de la démocratie est une exigence très actuelle. Un Etat impartial est le fondement de toute démocratie. Pour ce faire, nous devons tout mettre en oeuvre pour sauvegarder l'indépendance des juges, de la presse et du pouvoir économique. Les citoyens doivent être consultés par référendum lors des choix fondamentaux de notre société. Par une législation appropriée, les femmes se verront réserver la place qui doit être la leur dans le pouvoir politique : elles ne peuvent plus en être exclues ou marginalisées. Il m'apparaît nécessaire d'oeuvrer afin d'accroître la participation des salariés dans le développement des entreprises, et l'autonomie des collectivités locales.

LIBERAL

Je souhaite d'une part le **désengagement** de l'Etat. Les entreprises françaises souffrent trop des tracasseries administratives, tant au moment de leur création que durant leur activité. D'autre part, l'allégement de la pression fiscale sur les entreprises est une priorité. Dans ce domaine, des réformes sont urgentes afin de donner à notre économie les moyens nécessaires pour affronter l'horizon de 1992.

Le libéralisme est aussi selon moi dans le pluralisme. La liberté de l'enseignement afin de ne pas être remise en cause lors des alternances politiques, doit être consacrée constitutionnellement. L'Education et la formation de nos jeunes, qui sont nos objectifs prioritaires, ne peuvent être efficaces et sérieuses que détachées de toutes querelles politiques. Les valeurs libérales que j'adopte sont celles qui engendrent le dynamisme et la créativité, dans quelque domaine que ce soit. Le libéralisme d'aujourd'hui ne peut être sans nuance, car les retombées sociales de toutes décisions ne peuvent être ignorées.

SOCIAL

Mes préocupations vont vers la construction d'une FRANCE solidaire et plus juste. La solidarité passe par l'aide aux familles, le financement des retraites, la sauvegarde de la Sécurité Sociale, des aides spécifiques et personnalisées aux plus défavorisés et par une attention toute particulière aux personnes agées. La solidarité que je défends est celle qui respecte la dignité de celui qui la reçoit. La solidarité n'est pas l'assistance. L'assistance pure et simple est trop souvent un remède inefficace et artificiel. Des équilibres socio-économiques fragiles seraient néfastes à notre pays lors de son entrée dans l'Europe.

EUROPEEN

Ma génération est celle de l'Europe. Face aux défis mondiaux du nouveau millénaire, seule une Europe forte permettra à nos pays d'affirmer leur rayonnement politique, culturel et économique.

POUR L'ARDECHE DE DEMAIN

Les Députés que vous allez élire devront permettre à la France de réadapter ses lois aux exigences européennes, de préparer le nouveau millénaire et de résoudre les grands problèmes de notre temps. Face à ses impératifs internationaux et nationaux, les spécificités de l'Ardèche ne doivent pas pour autant être oubliées.

Combattre la désertification du monde rural de notre département est un de mes objectifs. L'orientation de cette action passe par différentes mesures :

- Le sort des agriculteurs de l'Ardèche ne peut être assimilé à celui des autres agriculteurs européens. La législation européenne doit tenir compte de leur spécificité et notamment lors de l'adoption des quotas laitiers.
- Désenclaver notre département par l'amélioration du réseau routier.
- Donner à notre jeunesse, éloignée des centres universitaires, des établissements supérieurs de 1° cycle.
- Défendre le maintien des services publics dans les communes rurales.
- Proposer des contrats de développement touristique et maintenir l'activité économique, commerciale et artisanale dans l'arrière pays.

Seul, un homme de terrain peut construire une Ardèche dynamique Seul, un homme de coeur peut désirer une Ardèche solidaire Seul, un homme de dialogue peut fonder une Ardèche d'avenir